

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES  
(CCP)**

*La procédure de consultation est le marché à procédure d'appel d'offre ouvert en application des articles L.2124-2 et des articles R.2124-1 et R.2124-2 1° du Code de la Commande publique*

**Objet du marché :**

**Fourniture et livraison de plaquettes de bois pour les chaufferies  
biomasse des sites INRAE de Nogent-sur-Vernisson et de Nouzilly  
du Centre Val de Loire**

Administration contractante :

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET  
L'ENVIRONNEMENT (INRAE)  
**Centre Val de Loire**  
**Site de Tours**  
**37380 NOUZILLY**

**Représenté par Monsieur Nicolas Godichet**  
**Directeur des Services d'Appui à la Recherche**

## SOMMAIRE

1. OBJET .....	3
2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	3
3. STRUCTURE ET FORME DU MARCHÉ.....	3
4. DURÉE DU MARCHÉ.....	4
5. CONTENU DES PRESTATIONS.....	4
5.1. Spécifications techniques du produit.....	4
5.2. Origine du produit.....	5
5.3. Quantité concernée par la saison de chauffe.....	6
6. LIVRAISON.....	6
6.1. Demande de livraison.....	6
6.2. Lieu de livraison.....	6
6.3. Délai de livraison.....	6
6.4. Modalités de livraison.....	7
6.5. Bon de livraison.....	7
7. CONTROLE QUALITE.....	7
7.1. Contrôle du bon de livraison.....	8
7.2. Contrôle visuel du produit.....	8
7.3. Mesure d'humidité.....	8
7.4. Granulométrie.....	9
7.5. Contrôles par un organisme indépendant.....	9
7.6. Fréquence des analyses.....	9
8. ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR).....	9
9. PRIX.....	9
9.1. Prix du marché.....	9
9.2. Révision des prix.....	10
9.3. Clause de réexamen.....	10
10. MODALITES ET CONDITIONS DE REGLEMENT.....	10
10.1. Echancier de paiement.....	10
10.2. Transmission des factures.....	11
10.3. Modalités de règlement.....	12
10.4. Lutte contre les retards de paiement.....	12
11. AVANCE.....	12
12. PENALITES DE RETARD.....	12
13. CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET D'INSERTION SOCIALE.....	13
14. GARANTIE.....	13
15. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	13
16. RESPONSABILITES ET ASSURANCES.....	14
16.1. Responsabilités.....	14
16.2. Assurances.....	14
17. LITIGES.....	14
18. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	14
ANNEXE : CLAUSES DE PROTECTION DES DONNEES ET SECURISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION.....	15

## 1. OBJET

Le présent marché a pour objet Fourniture et livraison de plaquettes de bois pour la chaufferie biomasse des sites INRAE de Nogent/Vernisson 45290 et NOUZILLY 37380 du Centre Val de Loire.

## 2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du Marché sont, par ordre décroissant de priorité :

- Le présent Acte d'Engagement ;
  - Son annexe éventuelle en cas de sous-traitance
  - Son annexe relative aux clauses de protection des données et sécurisation des systèmes d'information
- Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)
- Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)
- L'offre technique du titulaire.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures et Services en vigueur à la notification du marché

## 3. STRUCTURE ET FORME DU MARCHÉ

Le marché est passé sous la forme d'une procédure d'appel d'offre ouvert en application des articles L.2124-2 et des articles R.2124-1 et R.2124-2 1° du Code de la Commande publique.

Il s'exécutera par bons de commande au sens des articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

Le marché relève du CCAG-Fournitures courantes et services, sauf dérogations.

Il est décomposé en 2 lots. :

N° lot	Intitulé du lot
1	Plaquettes bois Nogent/Vernisson
2	Plaquettes bois Nouzilly

Le lot 2 de la présente consultation est décomposée en une tranche ferme et 1 tranche optionnelle, comme suit :

Tranche	Description
Tranche ferme	Plaquette bois Nouzilly du 01/09/25 au 31/08/2026
Tranche optionnelle 1	Plaquette bois Nouzilly du 01/09/2026 au 31/08/2027

La tranche optionnelle sera affermie au plus tard dans un délai de 12 mois à compter de la notification.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas affermir la tranche optionnelle, aucune indemnité d'attente ou de dédit ne sera versée au titulaire du marché.

## 4. DURÉE DU MARCHÉ

Pour le lot 1, le marché est conclu pour une durée de 1 an à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025 ou à compter de sa notification et jusqu'au 31 août 2026.

Il sera reconductible de façon tacite trois fois pour une durée de 12 mois sans que sa durée ne puisse excéder 4 ans, sauf dénonciation par INRAE par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard trois mois avant la fin de la période en cours.

La date prévisionnelle de première livraison est fixée fin octobre 2025.

Pour le lot 2, la tranche ferme est conclue pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025, ou de sa notification, jusqu'au 31 août 2026. Si la tranche optionnelle est affermée, le marché sera reconduit de façon tacite deux fois pour une durée de 12 mois sans que durée ne puisse excéder 3 ans, sauf dénonciation par INRAE par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard trois mois avant la fin de la période en cours.

La date prévisionnelle de première livraison est fixée semaine 39 (entre le 22 et 26 septembre 2025).

## 5. CONTENU DES PRESTATIONS

La durée du marché correspond à la saison de chauffe 2025/2026. Néanmoins le fournisseur s'engage à livrer des plaquettes bois si besoin en dehors de la période de saison de chauffe.

L'essentiel des commandes périodiques (environ tous les 15 jours) auront lieu durant la saison de chauffe (du 22 septembre au 30 avril de l'année suivante) et en dehors de la saison de chauffe si nécessaire.

Le rythme des commandes pourra être ajusté selon les besoins.

### 5.1. Spécifications techniques du produit

**Lot 1 :** La Chaufferie située dans sur le site de Nogent-sur Vernisson est équipée d'une chaudière d'une puissance de 2 X 90 KW, réalisée pour recevoir exclusivement du bois propre et ne pourra recevoir aucun déchet.

Les caractéristiques des plaquettes bois attendues sont les suivantes :

Catégorie et forme	Classe de granulométrie	Classe d'humidité	Valeur d'humidité	Taux de cendres	Contenu énergétique	Nature, origine combustible
Plaquettes forestières et/ou papetières, broyats, sciure, copeaux de bois	P45	M30	<30%	1 à 3 % de la masse de bois anhydre	3 300 kWh/tonne	Forêt, travaux d'entretien de la forêt et de rémanents, entretien de haies, broyage de petits bois

**Lot 2 :** La Chaufferie située dans le bâtiment 337 équipée d'une chaudière de marque HARGASSNER d'une puissance de 330 KWh a été réalisée pour recevoir exclusivement du bois propre et ne pourra recevoir aucun déchet.

Les caractéristiques des plaquettes bois attendues sont les suivantes :

Catégorie et forme	Classe de granulométrie	Classe d'humidité	Valeur d'humidité	Taux de cendres	Contenu énergétique	Nature, origine combustible
C1	P16-P45A	M15-M30	15% < H <= 30%	A0.5-A0.7	3,4 à 4,2 MWh/t Moy : 3 800 kWh/t	PF (Plaquette forestière (ou assimilé)) CIB sans écorces (Connexes des industries du bois)

**Le titulaire s'engage à respecter ce cahier des charges tout au long de la saison de chauffe.**

**Attention :**

**Le titulaire n'est pas autorisé à fournir :**

- Un autre gisement (DIB, sciure, copeaux...)
- Tout type de produit ayant subi une quelconque pollution (colle, peinture, imprégnation, ...).
- Les essences exotiques ainsi que les corps étrangers (pierre, métal, plastique...) ne sont pas autorisées.
- Tout matériau organique ou minéral non assimilable au combustible biomasse appartenant au plan d'approvisionnement :
  - o plastiques (souples ou durs),
  - o pièces métalliques,
  - o terres et cailloux,
  - o toutes impuretés susceptibles d'endommager le système d'alimentation, d'introduction et de combustion du bois de la chaufferie

En cas de présence de ces éléments dans le combustible livré, créant une avarie dans le fonctionnement de la chaudière ou de ses périphériques d'alimentation ou entraînant un non-respect de la réglementation concernant les émissions, la responsabilité du fournisseur pourra être recherchée pour toutes les conséquences dommageables.

## **5.2. Origine du produit**

Le titulaire veillera à diminuer les émissions de gaz à effet de serres en limitant le nombre de kilomètres parcourus pour la livraison du produit.

Le titulaire s'engage à communiquer la nature du produit ainsi que son origine géographique et ses spécifications.

### 5.3. Quantité concernée par la saison de chauffe

#### **Lot 1 : Nogent sur Vernisson**

Le silo a une contenance **maximum de 35 m<sup>3</sup>**.

La quantité annuelle de référence est estimée à **70 tonnes par an**.

#### **Lot 2 : Nouzilly**

Le silo a une contenance **maximum de 90 m<sup>3</sup>**.

La quantité annuelle de référence est estimée à **220 tonnes par an**.

Pour chaque lot, les quantités annuelles sont estimatives et ne constituent pas une base d'engagement.

## 6. LIVRAISON

### 6.1. Demande de livraison

La demande de livraison se fera par téléphone et sera confirmée par mail, pour une livraison définie à l'article 6.3.

### 6.2. Lieu de livraison

Les Plaquettes bois seront livrées à l'adresse suivante :

#### **Lot 1 :**

**INRAE – Centre Val de Loire**  
Site de Nogent-sur-Vernisson  
Domaine des Barres  
311 chemin de la Grande Métairie  
45290 NOGENT-SUR-VERNISSON

#### **Lot 2 :**

**INRAE – Centre Val de Loire**  
Site de Nouzilly  
37380 NOUZILLY  
Bâtiment 337

### 6.3. Délai de livraison

Un délai de livraison de 3 jours ouvrés maximum (hors samedi, dimanche et jours fériés) est demandé au titulaire du marché dès réception de la demande de livraison par mail définie à l'article 6.1.

Les livraisons doivent avoir lieu du lundi au vendredi :

- pour le site de Nouzilly entre 8h30 et 17h,
- Pour le site de Nogent entre 8h30-12h et entre 13h30-17h

Le fournisseur prendra contact avec le représentant d'INRAE pour organiser et préciser la date et l'heure exacte de la livraison.

Un stock de sécurité de 10 tonnes doit être disponible en permanence chez le fournisseur.

#### 6.4. Modalités de livraison

Les plaquettes bois sont livrées par le titulaire du marché à l'aide de véhicules adaptés.

Le type de véhicule de livraison étant cependant sans incidence sur le prix des plaquettes bois livrés par le « Titulaire ».

La livraison des plaquettes bois devra être réalisée par bennage direct dans le silo ou par technique de fonds mobile. Pour tout autre type de livraison, il devra être obtenu au préalable, l'accord de INRAE.

INRAE assure l'accès de ces véhicules au silo de stockage et au dispositif permettant au titulaire de remplir lui-même le silo en présence du représentant INRAE. Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes d'accès (état des routes, largeur, obstacles en hauteur, fonctionnement du transfert par période de gel, nuisances sonores, autorisations diverses) et de déchargement sur le site de la chaufferie. Les moyens mis en œuvre lors des phases de livraison seront adaptés à ces contraintes.

Le titulaire s'engage à mettre en place les moyens pour assurer la protection du personnel qu'il envoie sur site, et notamment le chauffeur s'engage à respecter le protocole de sécurité en vigueur sur le site (procédures, équipement de protection individuel...).

Les opérations de livraison et déchargement du véhicule seront assurées par le titulaire sous sa responsabilité (niveau sonore, empoussièrement...), à ses risques et sous sa responsabilité.

Il devra justifier d'un contrat de responsabilité civile professionnelle pour les dommages au personnel et aux biens qui pourraient survenir lors des livraisons.

Le titulaire ne pourra repartir qu'après avoir correctement nettoyé les abords du silo (goulottes notamment), mais uniquement dans le cas où l'origine des souillures provient de la livraison.

Les plaquettes bois sont stockées aux risques de la personne publique.

#### 6.5. Bon de livraison

Le titulaire transmettra pour chaque livraison un bon de livraison conforme et comprenant les informations suivantes :

- Identification du titulaire
- Date et heure de livraison
- Référence de la commande et du marché
- Quantité livrée, exprimée en tonnes
- Origine et nature des plaquettes bois (composition)
- Le volume livré.
- L'humidité et la granulométrie du produit.
- le bon de livraison sera signé par le représentant INRAE.

Si le Produit ne correspond pas à la qualité attendue, celui-ci peut faire l'objet d'un refus catégorique lors de la livraison, les frais de transport aller/retour sont à la charge du titulaire.

### 7. CONTROLE QUALITE

Le représentant INRAE procédera à des contrôles du chargement et/ou procédera à des prélèvements d'échantillons avant déchargement (cf. article 7.2 et 7.3). Il dispose de 30 minutes pour en faire l'analyse et accepter ou non la livraison.

### 7.1. Contrôle du bon de livraison

Ce contrôle consiste à vérifier la cohérence entre le bon de livraison et les plaquettes bois livrées ainsi que les informations demandées au CCP.

### 7.2. Contrôle visuel du produit

Le contrôle visuel avant le déchargement a pour objectif de s'assurer que les plaquettes bois livrées sont conformes aux exigences réglementaires, contractuelles ainsi qu'au bordereau de livraison.

Dans le cas où : le contrôle visuel mettrait en évidence une livraison non-conforme, INRAE pourra refuser la réception de la livraison. Le titulaire disposera de 24h pour effectuer une nouvelle livraison conforme.

### 7.3. Mesure d'humidité

La teneur en humidité sera mesurée à chaque livraison par INRAE selon la méthode dite au four à micro-ondes.

#### Matériel nécessaire :

- Plat en verre
- Balance à 0,1g
- Four à micro-ondes

#### Mode opératoire :

- Peser le plat vide (m1)
- Remplir avec au moins 300 g (2 à 5 cm d'épaisseur selon le plat)
- Peser avant le séchage (m2)
- Séchage de l'échantillon :
  - Mettre le plat dans le four
  - Chauffer pendant 2 min
  - Ouvrir le four, laisser refroidir 30 secondes. Pendant ce temps, mélanger l'échantillon puis nettoyer la buée des parois du four
  - Chauffer pendant 1 min
  - Ouvrir le four, laisser refroidir 30 secondes. Pendant ce temps, mélanger l'échantillon
  - Dès l'apparition de tâches brunâtres sur le bois ou des fumées : arrêter immédiatement le four et retirer le plat. Le séchage est terminé
- Peser le plat avec l'échantillon après le séchage (m3)
- Mad est la teneur en humidité exprimée en pourcentage massique, qui doit être calculée selon la formule :

$$Mad \text{ (en \%)} = \frac{m2-m3}{m2-m1} * 100$$

- Faire une moyenne de 3 résultats consécutifs de la teneur en humidité afin d'obtenir une moyenne

Dans le cas où un contentieux viendrait à naître au sujet de l'humidité ou de la granulométrie, un contrôle par un laboratoire spécialisé serait réalisé :



- Le coût d'un tel contrôle sera supporté par INRAE dans le cas où les analyses du laboratoire font apparaître la conformité du produit avec les exigences du présent cahier des charges.
- Le coût sera supporté par le titulaire du marché si les résultats révèlent une non-conformité.

#### 7.4. Granulométrie

Le contrôle de la granulométrie sur site sera effectué périodiquement par INRAE. Il a pour objectif de vérifier les points suivants :

- La fraction de fines (traversant un tamis de contrôle de 3,15 mm) ;
- La fraction de grosses particules ;
- Les dimensions maximales des particules ;
- La granulométrie sera effectuée sur tamis de contrôle à trous ronds (selon NF ISO 3310—2), après avoir préalablement ramené l'échantillon de plaquette bois à moins de 20 % d'humidité par séchage.

Des contrôles seront réalisés par INRAE pour vérifier la granulométrie et l'humidité des plaquettes.

#### 7.5. Contrôles par un organisme indépendant

La liste des paramètres analysés sera définie par INRAE en fonction des non-conformités éventuellement constatées. Elle comprendra au minimum les paramètres suivants :

- Humidité ;
- Taux de cendres ;
- Pouvoir Calorifique net ou Inférieur (PCI) ;

#### 7.6. Fréquence des analyses

La fréquence des analyses en laboratoire externe sera définie par INRAE en fonction de la dispersion des résultats d'analyses et des non-conformités éventuellement constatées.

La fréquence pourra être au minimum de 1 analyse tous les douze mois.

### 8. ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR)

Lorsque les prestations de services sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011.

Cette réglementation prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif (ZRR). À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner de telles zones.

### 9. PRIX

#### 9.1. Prix du marché

Le prix des plaquettes bois est fixé dans le Bordereau des Prix (BPU).

Il est réputé inclure tous les frais et taxes de toute nature ainsi que les sujétions de toute sorte incombant au titulaire du présent marché pour la correcte exécution de ses prestations, les frais de transport.

## 9.2. Révision des prix

Les prix indiqués à l'acte d'engagement sont fermes la première année et pourront être révisés annuellement à la date anniversaire du contrat à la demande du titulaire après application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P0 \times I/I0$$

Dans laquelle :

- L'indice retenu est l'indice INSEE : **010763788 bois d'énergie pour chaufferie**
- P : Prix révisé
- P0 : Prix initiaux du marché
- I : indice des prix connu au mois précédent la date anniversaire de la nouvelle période
- I0 : les prix initiaux sont réputés établis aux conditions économiques du mois précédent la remise des offres initiales (P0) par dérogation à l'article 10.1.2. du CCAG FCS.

Le coefficient est arrondi au millième supérieur.

Cette révision prendra la forme d'une mise à jour du Bordereau de Prix du marché faite par le titulaire avec les tarifs révisés.

Pour être valable, chaque nouveau bordereau de prix devra être visé par les deux parties. Si la mise à jour du Bordereau de prix Unitaires n'est pas parvenue et validée à INRAE avant la facturation, le dernier bordereau validé à la date de la facture s'appliquera.

A tout nouveau prix, s'appliquent les conditions financières indiqués à l'acte d'engagement.

## 9.3. Clause de réexamen

En cas de circonstances imprévisibles, les clauses du présent contrat pourront faire l'objet de modifications par voie d'avenant, en application des articles R2194-1, R2194-5 et R2194-8 du code de la commande publique.

Les conditions d'un tel avenant pourront notamment être réunies par la suspension, la disparition de l'indice de référence prévue au marché.

Un indice approprié à l'objet du marché pourra alors être proposé par le titulaire et substitué à l'indice initialement prévu au marché sous réserve d'acceptation du pouvoir adjudicateur.

# 10. MODALITES ET CONDITIONS DE REGLEMENT

## 10.1. Echéancier de paiement

Les prestations seront facturées, après chaque livraison, conformément aux quantités réellement livrées.

Le paiement des prestations se fait par virement administratif.

## 10.2. Transmission des factures

Le règlement des sommes dues au titre du présent marché sera effectué sur présentation de factures établies en un exemplaire unique à :

**INRAE Centre Val de Loire  
SBFC – SERVICE FACTURIER  
DOMAINE DE L'ORFRASIERE  
37380 NOUZILLY**

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

La transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter **impérativement**, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les renseignements suivants :

- le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire,
- le numéro du marché et du bon de commande fournis par INRAE
- le nom et l'adresse complète de l'Unité INRAE destinataire des fournitures,
- la désignation de l'émetteur du bon de commande,
- la date de livraison,
- le montant HT des prestations réalisées
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total TTC
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les informations nécessaires à la transmission des factures à destination de INRAE-centre Val de Loire, via Chorus Pro, sont mentionnées dans le tableau suivant :

<b>N° SIRET d'INRAE – centre Val de Loire</b>	18007003900870
<b>Code du service concerné à INRAE</b>	FACTURES_PUBLIQUES (548580)
<b>N° d'engagement juridique (N°de Bon de commande de la part forfaitaire)</b>	Communiqué à chaque commande (exemple :45XXXXXXXXXX)
<b>N° TVA Intracommunautaire</b>	FR 57 180 070039

### 10.3. Modalités de règlement

Le paiement interviendra dans les formes prévues par les règlements de la comptabilité publique.

INRAE se libérera des sommes dues par virement au compte bancaire ou postal ouvert au nom de la Société (joindre un RIB ou RIP).

Le comptable assignataire chargé des paiements est Monsieur l'Agent Comptable Secondaire du Centre INRAE Val de Loire - 37380 NOUZILLY.

### 10.4. Lutte contre les retards de paiement

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture dans les formes prescrites, sous réserve de la réalisation des prestations.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

De plus, outre les intérêts moratoires, une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement sera systématiquement versée dès qu'il y aura retard de paiement des sommes dues.

Toute suspension du délai de paiement par INRAE sera notifiée au titulaire en précisant les raisons et, le cas échéant, les pièces à fournir. Après régularisation par le titulaire, attestée par tout moyen, un nouveau délai de 30 jours court.

## 11. AVANCE

Sans objet

## 12. PENALITES DE RETARD

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G., les pénalités sont dues dès le premier euro.

#### Pénalités pour non fourniture des bordereaux de livraison :

En cas de non fourniture par le titulaire d'un bordereau de livraison, ou si ce dernier est incomplet, une pénalité de 50 € pourra être appliquée par document.

#### Pénalités pour fourniture non conforme :

Si le combustible livré ne correspond pas aux conditions de l'article 5.1, les plaquettes bois seront refusées et des pénalités de 100 € peuvent être appliquées par heure de retard de la nouvelle livraison.

#### Pénalités pour arrêt technique :

En cas d'arrêt technique imputable au fournisseur (combustible non conforme, défaut de livraison) contraignant INRAE à utiliser une autre énergie que le bois, INRAE pourra réclamer une pénalité financière correspondant au coût de l'énergie de substitution qu'il a fallu consommer avec un combustible de remplacement. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG Travaux, elles sont applicables sans mise en demeure

#### **Force majeure**

Les pénalités ne sont pas dues en cas de force majeure. Par force majeure, il faut entendre les actes, situations de droit ou de fait, phénomènes naturels et plus généralement toute circonstance imprévisible s'imposant au titulaire du marché et empêchant l'exécution des clauses du marché, notamment :

- Routes enneigées non déblayées
- Routes verglacées non traitées
- Barrière de dégel
- Catastrophes naturelles reconnues par arrêté préfectoral
- Arrêtés préfectoraux réglementant les conditions de circulation routière.

### **13. CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET D'INSERTION SOCIALE**

Sans objet

### **14. GARANTIE**

Sans objet

### **15. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

Le Titulaire qui, à l'occasion du marché, a reçu de l'INRAE communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune des informations qui résultent de l'exécution du marché ou pourraient parvenir à sa connaissance.

Il doit avertir sans délai l'INRAE de toute violation constatée de cette obligation de confidentialité.

La responsabilité du Titulaire pourra être recherchée en cas de manquements aux consignes du fait de son personnel, aussi bien en matière de contrôle des entrées et sorties de personnes, qu'en matière de contrôle des sorties d'objets, matériels, marchandises ou documents de toute nature.

Elle pourra être également recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

Le Titulaire devra faire signer à son personnel une reconnaissance formelle de l'obligation de discrétion.

En cas de non-respect par le Titulaire des règles de confidentialité énoncées ci-dessus, l'INRAE se réserve la possibilité de résilier sans indemnité le marché, sans renoncer au bénéfice du droit à dommages et intérêts pour le préjudice subi.

## 16. RESPONSABILITES ET ASSURANCES

### 16.1. Responsabilités

Le Titulaire emploie sous sa seule responsabilité le personnel nécessaire à l'exécution de la mission.

En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations pourrait causer :

- à son personnel, aux agents de l'INRAE ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant à l'INRAE ou à des tiers.

### 16.2. Assurances

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels aux agents ou à des tiers, aux matériels et aux locaux de l'INRAE ou de tiers à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché.

La garantie devra être illimitée pour les dommages corporels.

Le titulaire s'engage à fournir, avant tout commencement d'exécution et à chaque reconduction expresse du marché, au Représentant du Pouvoir Adjudicateur une attestation de son assurance indiquant la nature et la durée de sa garantie. Le non-respect de cette clause par le Titulaire entraînerait la résiliation du marché, sans aucune indemnité compensatrice pour ce dernier.

En cas d'exigence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, ce dernier est réputé la prendre à sa charge dans son intégralité.

Le Titulaire s'engage à informer expressément l'INRAE de toute modification de son contrat d'assurance.

Tout dégât ou bris de matériel appartenant à l'INRAE, du fait du Titulaire, sera réparé ou remplacé par celui-ci, à ses frais, en accord avec le Directeur des Services d'Appui à la Recherche ou son représentant, dans les huit jours suivant la constatation

## 17. LITIGES

En cas de désaccord, le représentant du pouvoir adjudicateur apportera une réponse par écrit à la sollicitation du titulaire. Si le différend né à l'occasion de l'exécution du présent marché persiste, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable à leur litige.

A défaut d'accord amiable, le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent.

Tribunal Administratif d'Orléans

28 Rue de la Bretonnerie

45057 Orléans

Email : [greffe.ta-orleans@juradm.fr](mailto:greffe.ta-orleans@juradm.fr)

Tel : 02.38.77.59.00).

## 18. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 12 du présent CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS

L'article 12 du présent CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

## ANNEXE : CLAUSES DE PROTECTION DES DONNEES ET SECURISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION

### 1. Exigences règlementaires de confidentialité et sécurisation des données applicables au titulaire et ses sous-traitants

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le CCAP. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

#### 1.1. Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI : <http://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

#### 1.2. Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA : <http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

#### 1.3. Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,

Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

#### 1.4. Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformations/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

#### 1.5. Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglementeuropeen-protection-donnees>), et plus largement :

Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,

L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données, sa politique de sécurité des données et le cas échéant, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée. Si l'étude ne peut être réalisée au stade de l'offre, le titulaire s'engage à la fournir lors de l'exécution du marché et avant mise en production de la solution.

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/ce-qu'il-faut-savoir-sur-lanalyse-dimpact-relative-la-protection-des-donnees-aipd>

En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-TIC et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.

Le titulaire s'engage, le cas échéant, après notification et avant mise en production de la solution, à contractualiser avec INRAE le contrat de sous-traitance RGPD annexé au marché.

Selon le montant du marché, le contrat RGPD choisi par INRAE sera au choix :

- Le contrat type de sous-traitance RGPD issu de la DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2021/915 DE LA COMMISSION du 4 juin 2021 <https://www.cnil.fr/fr/commande-publique-quel-acteur-est-responsable-au-regard-du-rgpd>
- Le contrat type de sous-traitance RGPD publié par la CNIL <https://www.cnil.fr/fr/sous-traitance-exemple-de-clauses>

## 2. Engagement du titulaire

### 2.1. Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :



- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,
- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Lors des phases de développement, test et recette, ne pas utiliser les données personnelles réelles contenues dans les bases,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.

## 2.2 Sécurisation des prestations et du Système d'Information

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le titulaire s'engage notamment à :

- Remettre à INRAE, dans le cadre de son offre technique, le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) lié aux prestations du marché ainsi que chacune de ses mises à jour ayant eu lieu pendant la durée du celui-ci.
- Lorsqu'elle est disponible, le titulaire fournit sa politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI).
- Le PAS pourra évoluer pendant la durée du marché afin de présenter a minima les mesures de sécurisation concernant :
  - La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles,
  - Les développements spécifiques,
  - L'hébergement des données et des services,
  - La gestion des incidents de sécurité du titulaire,
  - Le maintien en condition de sécurité,
  - La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet du marché,
- La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire et notamment fournir sa PAS au même titre que le titulaire.

### 2.3. Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle

Dans tous les cas, les parties s'engagent, dans le cadre de traitement de données à caractère personnel à des fins de gestion de la relation contractuelle et de l'exécution du présent contrat, à respecter le règlement européen EU 2016/679 (GDPR) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que les lois nationales applicables relatives à la protection des données à caractère personnel.

A des fins exclusives de gestion de la relation contractuelle et d'exécution du présent marché, les parties peuvent collecter, stocker, partager et traiter les données personnelles des personnes impliquées dans la gestion et l'exécution du présent marché telles que : nom, téléphone professionnel, adresse professionnelle, fonction, identifiants de connexion.

Les parties prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger et sécuriser ces données. Les parties mettront tout en œuvre pour empêcher tout traitement non autorisé ou illégal de ces données.